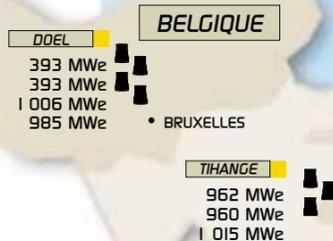


**Les centrales nucléaires belges**

L'électricité d'origine nucléaire est produite à partir de 7 centrales réparties sur les sites de Doel et Tihange.



Atomium de Bruxelles (Belgique).

Belgique L'adieu au nucléaire?

Début 2003, la Belgique était devenue le second pays européen, après l'Allemagne, à renoncer à produire de l'électricité d'origine nucléaire, avec une limite d'exploitation des réacteurs fixée à 40 ans et l'interdiction de construire de nouvelles centrales. La coalition gouvernementale nouvellement formée confirmera-t-elle ce choix ?

Votée le 6 décembre dernier par la Chambre des Représentants et confirmée par le Sénat le 16 janvier 2003, la loi organisait l'arrêt du programme électronucléaire belge. Plusieurs raisons étaient invoquées par le gouvernement avec, en premier lieu, la volonté d'arrêter une filière générant des déchets « faisant peser sur les générations futures une dangerosité préoccupante ». Autre objectif affiché : réduire le risque « accru » de prolifération des matières fissiles dans un environnement mondial où les menaces de groupes incontrôlés sont en augmentation. Enfin, le gouvernement belge souhaitait prémunir la population contre le

danger d'un accident qui, bien que peu probable, était considéré comme « ingérable » dans l'hypothèse où il se produirait. En l'état actuel, la loi prévoit que le régulateur belge d'électricité (CREG) mette en place les mesures destinées à remplacer la production électrique d'origine nucléaire avec, dans un premier temps, des énergies fossiles (pétrole, charbon et gaz) prenant progressivement le relais, la part des renouvelables demeurant encore très faible (1,1 %). Pour l'heure, en complément du nucléaire, la Belgique produit son électricité pour 37,9 % grâce à des centrales thermiques classiques (dont charbon : 12,5 %, gaz : 23,3 % et fuel : 2,1 %), le solde (4 %)

VRAI OU FAUX

La Belgique est le deuxième pays de l'Union Européenne pour le taux de production d'électricité d'origine nucléaire.

VRAI
Son taux de production d'électricité nucléaire est, avec 56 %, le plus élevé après la France (76 %).

Opinion de Robert Leclere, directeur de la communication d'ELECTRABEL

« Il est clair que la décision allemande de sortie du nucléaire, en l'an 2000, a eu un impact significatif sur la décision belge. Il y a certainement eu concertation entre les ministres Verts européens à ce sujet et ce fut d'ailleurs une des conditions de la participation des Verts au gouvernement,



lors des élections de 1999. Maintenant, tout peut encore évoluer... Ce principe du renoncement au nucléaire était inscrit dans l'accord de coalition signé à ce moment-là. Comme vous pouvez l'imaginer, les opérateurs électriques belges se sont battus contre cette décision, car ils ne voyaient pas très bien comment la Belgique pouvait se passer du nucléaire. Surtout, ils regrettaient que cette importante décision n'ait pas été précédée d'une d'analyse approfondie de la situation, du triple point de vue technique,

économique et environnemental. Certes, cette loi est assortie d'une clause de force majeure qui prévoit, jusqu'au dernier moment, de décider finalement de ne pas sortir du nucléaire si l'analyse faite par les organismes de régulation montrait que la sécurité énergétique du pays s'en trouverait menacée. Mais plus on s'approche de la date de fermeture du premier réacteur (2015), plus la situation sera tendue. Car nous n'aurons alors pas droit à l'erreur avant de franchir ce cap fatidique qui interdira tout retour en arrière. »

étant fourni par l'énergie hydraulique et les autres énergies renouvelables.

Un débat relancé

Du côté des producteurs belges d'électricité nucléaire et de différentes fédérations professionnelles, trois points fondamentaux allaient à l'encontre de la décision gouvernementale. Tout d'abord, l'arrêt de l'électronucléaire pourrait faire entrer l'industrie belge dans une période d'incertitude, surtout pour les entreprises fortement consommatrices d'énergie. D'autres mettaient également en avant les engagements pris à Kyoto, en 1997, concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Enfin, pouvait-on

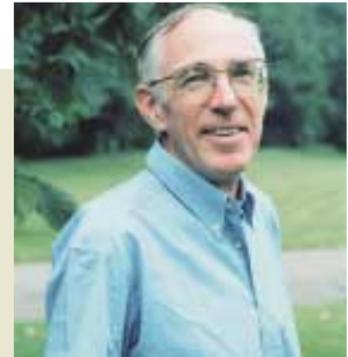
réellement envisager – ou souhaiter – de réduire drastiquement la consommation d'électricité dans le contexte économique et concurrentiel actuel ? Car il faudrait compenser en effet près de 60 % d'électricité qui ne pourraient l'être que par des centrales thermiques au gaz et au charbon. On en revient alors au problème des émissions de CO₂... Malgré le vote de la loi, le débat n'était donc pas clos. L'ancien gouvernement belge avait, d'ailleurs, prévu la possibilité de l'abroger si des conditions exceptionnelles l'exigeaient. Mais après le départ des Verts du gouvernement, certains députés vont plus loin en souhaitant une modification rapide de la loi ; voire son abandon... ■

Le nucléaire en Europe

vu par le Pr. André Berger

« Vouloir sortir du nucléaire, en ce début du xx^e siècle, serait non seulement un anachronisme, mais également une erreur. Car poursuivre et développer l'électricité nucléaire est, au contraire, une façon efficace de servir le développement durable... Il faut que la France tienne bon avec son propre programme nucléaire. Sinon, ce sera la faillite de l'électricité en Europe, après la décision prise par la Belgique et l'Allemagne, mais également l'Italie et la Grande-Bretagne, de se retirer du nucléaire. Aucun des pays cités ne pouvant faire face à sa demande interne d'électricité et honorer en même temps ses engagements de Kyoto concernant les émissions des gaz à effet de serre. La solution réside essentiellement dans une production d'électricité non émettrice de CO₂. Or l'électricité nucléaire est la seule qui puisse valable-

ment venir à notre secours. Mais, pour le comprendre, il faut analyser objectivement le problème, en refusant toute argumentation subjective et sectaire. Dans un domaine devenu aussi sensible, seule une discussion basée sur des faits concrets permet de cerner sereinement la vérité. Car les arguments utilisés contre le nucléaire ne sont pas justifiés. Qu'on le veuille ou non, notre civilisation est une civilisation du risque. Or parmi tous ceux que nous encourageons, celui de l'électricité nucléaire est un des moindres. Compte tenu de la décision de certains pays européens de "sortir" du nucléaire, il faut donc s'attendre, dans les années à venir, à un important achat d'électricité à la France, ainsi qu'à la Finlande et à la Suède, autant de pays européens qui manifestent une attitude "intelligente" à l'égard de l'énergie. »



Climatologue à l'Université catholique de Louvain (Belgique) et directeur du service d'astronomie et de géophysique George-Lemaître.